NATIXIS
BEYOND BANKING

Flash Economie

7 octobre 2020 - 1124

La réalité de la productivité et du PIB en France

Le PIB total se compose du PIB marchand et du PIB non marchand (venant essentiellement des Administrations Publiques). Le problème est que le PIB non marchand est estimé à partir des salaires des Administrations Publiques. Or, quand on compare la France à l'Allemagne ou à la zone euro hors France, on voit que la productivité du travail dans les Administrations Publiques est faible en France, ce qui n'est pas reflété dans la mesure conventionnelle de cette productivité.

Si on corrige ce biais de mesure, on aboutit à une correction à la baisse du PIB et de la productivité du travail en France de 2% à 6%, selon les indicateurs choisis et selon que l'on compare la France à l'Allemagne ou à l'ensemble de la zone euro, en 2019

Patrick Artus
Tel. (33 1) 58 55 15 00
patrick.artus@natixis.com
@PatrickArtus

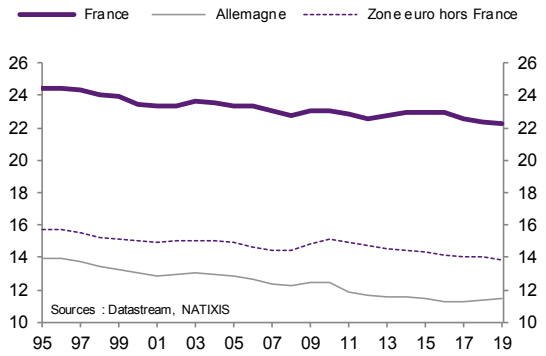
Ce document est distribué aux Etats-Unis. Merci de lire attentivement l'avertissement en fin de document..

ECONOMIC RESEARCH

PIB marchand et PIB non marchand

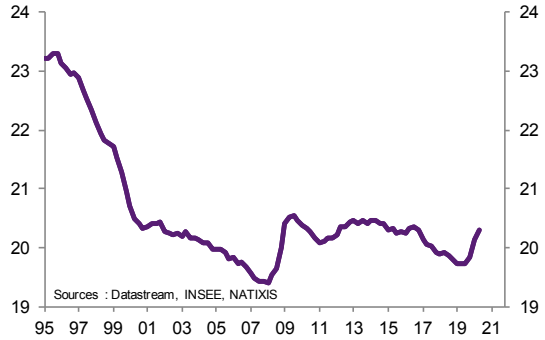
Nous regardons **le cas de la France** où le secteur des Administrations Publiques est particulièrement de grande taille **(graphique 1).**

Graphique 1
Emploi dans l'Administration publique
(en % de l'emploi total)

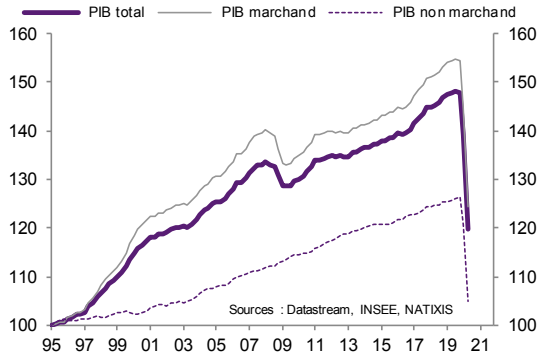


Le PIB se compose **du PIB marchand et du PIB non marchand** (qui est essentiellement la valeur ajoutée supposée du secteur des Administrations Publiques, **graphiques 2a/b/c**).

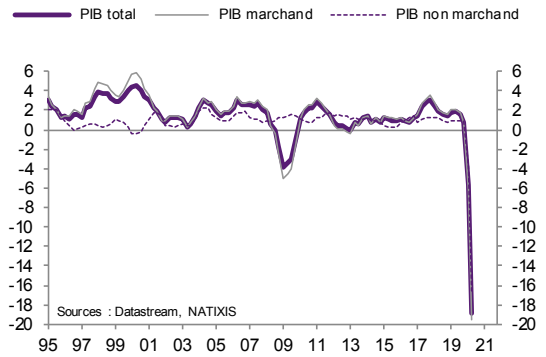
Graphique 2a
France : PIB non marchand en % du PIB total
(volume)



Graphique 2b
France : PIB total, marchand et non marchand
(volume, 100 en 1995:1)



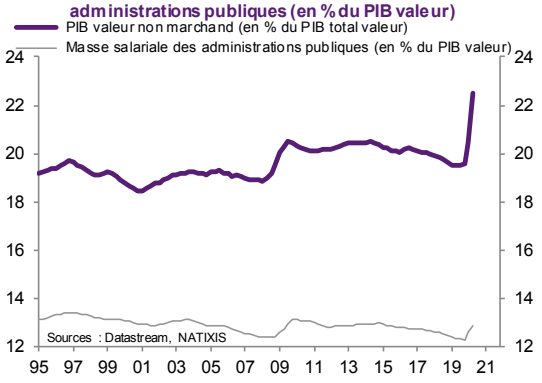
Graphique 2c
France : PIB total, marchand et non marchand
(volume, GA en %)



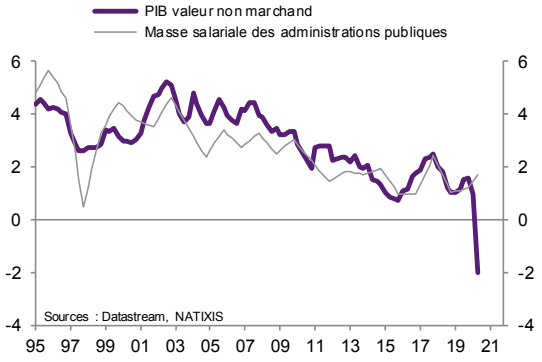
On voit que **le poids du PIB non marchand** a nettement baissé de 1995 à 2000, puis s'est stabilisé en moyenne. **On voit aussi que le PIB non marchand n'est pas cyclique,** mais que les comptables nationaux ont pris en compte la fermeture des Administrations Publiques au 2ème trimestre 2020 pendant le confinement.

Mais on connait le problème : **la valeur ajoutée des Administrations Publiques est estimée à partir des salaires versés (graphiques 3a/b),** pas d'une vraie **mesure de la production ou de la productivité.**

Graphique 3a
France : PIB non marchand et masse salariale des administrations publiques (en % du PIB valeur)



Graphique 3b
France : PIB non marchand et masse salariale des administrations publiques (valeur, GA en %)



Or, il paraît clair que la productivité du secteur public est plus faible en France que dans les autres pays de la zone euro

On peut avoir un **indicateur de la productivité du travail dans les Administrations Publiques** (APU) en calculant le ratio :

$$\frac{Dépenses\ publiques\ hors\ masse\ salariale\ APU}{Masse\ salariale\ APU}$$

ou le ratio :

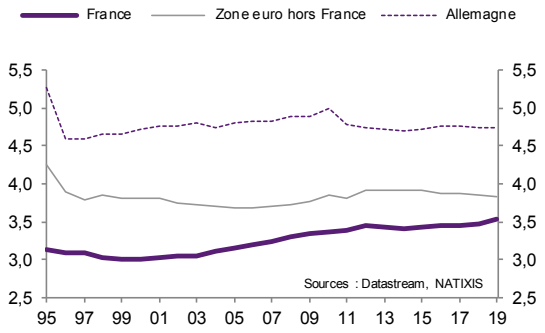
$$\frac{Dépenses\ publiques\ hors\ masse\ salariale\ APU}{Emploi\ APU}$$

où APU veut dire Administrations Publiques. Il s'agit du montant de dépenses publiques (hors salaires) géré par euro de salaire ou bien par chaque fonctionnaire.

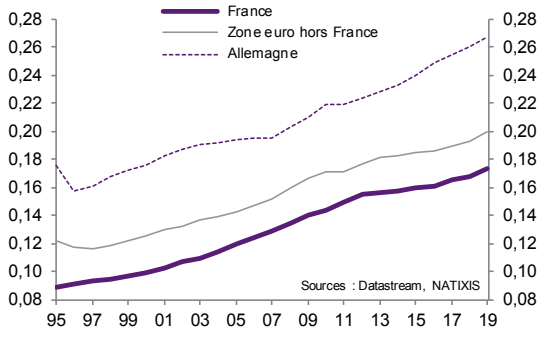
Les **graphiques 4a/b** montrent que la productivité du travail dans les Administrations Publiques est :

- **plus basse en France de 26% à 35% par rapport à l'Allemagne ;**
- **plus basse en France de 10 à 14% par rapport au reste de la zone euro.**

Graphique 4a
Ratio : dépenses publiques hors masse salariale APU / masse salariale des administrations publiques



Graphique 4b
Ratio : dépenses publiques hors masse salariale APU / emplois dans les administrations publiques (en millions d'euros)



Le chiffre le plus élevé étant obtenu avec le ratio dépenses publiques/emploi.

La mesure de la productivité du travail dans le secteur public par le salaire surestime donc fortement la productivité effective.

Synthèse : quel est le vrai PIB de la France ?

Ce qui précède conduit à **corriger à la baisse de 10 à 30% le PIB non marchand en France, pour tenir compte de la réalité de la productivité du travail dans le secteur public.**

Ceci implique que **le PIB total de la France et la productivité par tête du travail de l'ensemble de l'économie sont aujourd'hui surestimés de 2 à 6%.**